M. Edouard Philippe
Premier Ministre
57 rue de Varenne
75007 Paris

Christophe Castaner
Ministre de l'Intérieur
Hôtel de Beauvau, 1 place Beauvau
75800 PARIS

Rungis, annulation et remboursement de la facturation aux proches de l'accueil du corps et du droit de se recueillir sur la dépouille des victimes du Covid19

Le 9 avril 2020,

Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Je vous écris en votre qualité de supérieurs hiérarchiques du Préfet de police de Paris, M. Didier Lallemant, qui, comme vous le savez, a réquisitionné il y a une semaine un bâtiment du marché de Rungis (Val-de-Marne) pour le transformer en chambre mortuaire qui accueille les victimes du Covid19.

Or, nous avons appris qu'il avait été décidé de facturer aux proches le droit de se recueillir sur la dépouille du défunt : 150€ pour que le cercueil soit admis à Rungis, 50€ pour s'y recueillir une heure et 35€ par jour après une semaine.

Je vous demande de toute urgence de rendre gratuit l'ensemble de la prise en charge des corps des victimes du Covid 19, de rembourser les familles injustement spoliées et de révoquer les responsables de ce scandale ignoble, y compris le Préfet de Paris, s'il s'avérait qu'il avait validé un tel dispositif au nom de l'Etat.

D'après vos déclarations, la gestion de ce service public a été confiée à un prestataire privé, ce dernier n'a pu facturer ses services que si le contrat conclu avec la préfecture le lui permet. C'est pourquoi vous devez publier dès aujourd'hui le contrat conclu avec ce prestataire.

Aucun proche ne doit plus subir cette facturation indigne, ni en région parisienne ni dans aucun autre département.

Debout La France, 48 rue de Dantzig - 75015 Paris ☎ 01 69 49 17 37
courrier@debout-la-france.fr 💻 www.debout-la-france.fr

D'une manière générale, j'estime que l'Etat devrait prendre en charge les frais funéraires essentiels des victimes du Covid 19. Il est intolérable que des familles modestes soient dans la difficulté pour honorer leurs proches disparus.

Cette tragédie devrait d'ailleurs nous inciter à généraliser après la crise cette mesure de solidarité nationale envers les plus démunis, qui méritent la dignité après leur mort.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de l'Intérieur, l'expression de ma considération républicaine.

Nicolas DUPONT-AIGNAN
Président de Debout La France
Député de l'Essonne

Debout La France, 48 rue de Dantzig - 75015 Paris ☎ 01 69 49 17 37
courrier@debout-la-france.fr 💻 www.debout-la-france.fr